

---

# "Le processus de paix est irréversible "

---

*Entretien avec*

Yehuda Lancry

**M. Yehuda Lancry, ambassadeur d'Israël à Paris s'est déclaré plutôt optimiste et a notamment insisté sur l'importance de la reconnaissance mutuelle israélo-palestinienne pour une démultiplication de la paix entre Israël et ses voisins arabes.**

*—14 mois après les Accords d'Oslo, quelle est votre analyse de l'évolution du processus de paix, quels sont les éléments d'optimisme et de pessimisme dont vous souhaitez faire état?*

Il faut d'abord souligner à quel point ce qui a été accompli par les Israéliens et les Palestiniens est fondamental. Car à travers cette Déclaration de principes scellée à Washington et cette poignée de mains historique entre messieurs Rabin et Arafat, la reconnaissance mutuelle émerge comme un nouveau fait fondateur, générateur d'une nouvelle genèse dans la relation israélo-arabe. Il a fallu que ce mur de séparation, de négation et de rejet réciproques soit brisé par cette reconnaissance mutuelle pour que le monde arabe et ce faisant le monde islamique modéré, puisse s'ouvrir à un

dialogue et à une esquisse de réconciliation avec le monde juif.

En novembre 1994, nous avons établi des relations diplomatiques avec les Comores, 22ème Etat de la Ligue Arabe, le benjamin qui à travers cette décision courageuse, envoie un message très fort à l'endroit du monde arabe et du monde islamique modéré: il faut accepter Israël en tant que fait politique accompli et en tant que peuple avec lequel il est désormais souhaitable d'avoir des relations.

Ceci est très encourageant pour l'avenir de nos relations avec le monde arabe. Même si cette reconnaissance mutuelle ne s'est pas totalement traduite sur le plan politique, elle ouvre la possibilité de relations tout à fait nouvelles entre Israël et le monde arabe. On constate bien que le processus de paix, qui progresse ces jours-ci avec l'étape essentielle de la paix entre Israël et la Jordanie, doit énormément à cette démarche israélo-palestinienne. Nous n'oublions pas l'importance capitale de cette reconnaissance mutuelle dans le processus de démultiplication de la paix. La Jordanie vient de le faire, un pays comme le Maroc est entré dans un processus de normalisation avec l'Etat d'Israël et, je suppose qu'après les Comores, d'autres pays, des Emirats du Golfe par exemple, emprunteront la même direction.

Pour moi, le bilan est globalement positif. La démarche de paix entre nous et les Palestiniens s'enracine et devient irréversible parce que sa force motrice est la reconnaissance mutuelle. Quelles que soient les difficultés — et Dieu sait s'il y en a —, comme ces actes de violence monstrueux perpétrés à Tel-Aviv ou, il y a quelques mois, à Hébron, nous les surmonterons.

*— Certains Palestiniens s'inquiètent du "hiatus" entre l'intérêt manifesté par Israël vis à vis de la paix avec les Etats arabes voisins et celui qu'il manifeste pour de véritables progrès du processus de paix engagé avec eux. Qu'en pensez-vous? Par ailleurs, ne pensez-vous pas que les retards pris dans le processus peuvent favoriser la montée des extrémismes de chaque côté? Enfin, certains Palestiniens parlent d'humiliations, d'atteintes à leur dignité. Mme Ashraoui, dans un interview au Nouvel Observateur du 16 juin 1994, théorise cette inquiétude de la manière suivante: "On peut attribuer certains dérapages à Gaza à la nature même des accords signés qui autorisent l'intrusion d'Israël dans nos affaires*

prétendument autonomes." *Que pensez-vous de ces diverses inquiétudes des Palestiniens partisans de la paix et comment analysez vous les retards pris dans le processus de paix?*

Même si les inquiétudes, de part et d'autre, sont justifiées, je pense que, par moments, elles sont exagérées. Il faut avoir une vision des choses franchement pessimiste pour ne pas constater les progrès remarquables, foudroyants même, dans la relation israélo-palestinienne et pour ne pas s'apercevoir que l'on va vers une réalité autrement plus équilibrée et juste entre nous et les Palestiniens. Il n'est pas interdit à Israël de rechercher simultanément la paix et la coexistence avec les autres pays arabes; mais on voit bien que nous avons plus avancé du côté palestinien que du côté syrien.

Nous avons conclu un traité de paix avec la Jordanie parce qu'il n'y a pas de problèmes majeurs entre nous; en fait, depuis pratiquement la conférence de Madrid, il se dégageait déjà l'ossature d'un tel traité avec le roi Hussein. Il fallait seulement que cela mûrisse. Les Palestiniens, malgré l'inquiétude de certains d'entre eux, ont finalement approuvé cet accord parce qu'ils le considèrent comme une avancée dans la voie de la paix. Si, par moments, l'attitude jordano-israélienne, sur Jérusalem notamment, a suscité quelques appréhensions chez les Palestiniens, ils savent fort bien que cette question sera évoquée dans les trois ans à venir, et que bien d'autres dossiers qui actuellement constituent autant de points de divergence trouveront leur solution. Même lorsqu'une partie de l'opinion publique et de la classe politique reproche au gouvernement israélien sa politique, il reste déterminé à avancer dans sa recherche de la paix conformément à la Déclaration d'Oslo. Même des attentats répétés n'ébranlent pas sa volonté alors que ces actes meurtriers sont pourtant très préoccupants pour les Israéliens.

Gaza-Jéricho, ce n'est qu'un début. C'est un accord comme un autre: il a ses limites pour les deux parties; il comporte bon nombre de failles juridiques; il laisse des zones floues sur le partage de certaines compétences entre Israéliens et Palestiniens. Mais c'est aussi un accord sans précédent. Il faut suffisamment de conviction, de foi et de générosité de part et d'autre pour surmonter les difficultés et progresser vers une

solution définitive.

— *Après l'attentat qui a fait 22 morts et près de 40 blessés à Tel-Aviv, y a-t-il eu en Israël des changements d'attitude dans l'opinion publique?*

L'opinion publique en Israël est extrêmement sensible à tous ces événements, même quand il s'agit d'une seule vie humaine, comme dans le cas de Nashon Waxman qui fut abattu par ses ravisseurs. Alors, quand il y a un coup aussi mortel en plein cœur de Tel-Aviv, cela remet en cause, momentanément, les convictions des uns et des autres. Pour autant, le gouvernement israélien et la plus grande partie de l'opinion publique continuent à soutenir le processus engagé et sont convaincus qu'il faut lutter contre tous ceux qui s'y opposent. La démarche israélo-palestinienne est irréversible.

Même les mesures de bouclage des Territoires ont été très provisoires puisque ce bouclage est graduellement levé. Nous essayons d'abord de protéger nos citoyens et ensuite de sauvegarder la démarche de paix avec les Palestiniens.

— *A propos de ce bouclage de Gaza, ne pensez-vous pas que ce type de décisions ne peut que renforcer les éléments les plus durs sans véritablement modifier la donne en matière de sécurité pour les Israéliens? Par ailleurs, question annexe, on sait qu'Israël a fait venir de la main d'œuvre de Thaïlande, de Roumanie et de Chine. Est-ce pour remplacer définitivement les Palestiniens?*

Il n'y a pas de stratégie de séparation entre nous et les Palestiniens. Les accords de Paris — qui sous-tendent la Déclaration de principes — préconisent une économie ouverte, voire une confédération économique entre Jordaniens, Israéliens et Palestiniens. C'est ainsi que sera l'avenir. Mais avant d'atteindre ce niveau de sérénité, le terrorisme est là; la violence est là; la menace sécuritaire continue de peser sur Israël et nous constatons que le partenaire palestinien n'est pas tout à fait capable de tenir tous ses engagements. Si les Palestiniens sont inquiets, les Israéliens le sont aussi. Il n'y a qu'à se référer aux échanges de lettres entre messieurs Rabin et Arafat à propos de l'annulation de l'article de la Charte

palestinienne prônant la destruction Israël; il y a eu un engagement des Palestiniens sur ce point mais ce n'est toujours pas fait. Dans cette période difficile, il faut qu'une solidarité se dégage. Le bouclage n'est en rien souhaitable parce qu'il porte atteinte aux intérêts économiques d'Israël et parce que nous souhaitons que les Palestiniens puissent assurer leur quotidien en attendant le développement économique à Gaza et ailleurs. Le bouclage n'est pas une doctrine. Nous voulons une ouverture économique totale. Nous savons que la réussite économique, à ce stade déjà, est cruciale pour le processus de paix. Ce n'est que contraints et forcés que nous appliquons ce dispositif de fermeture.

— *Le report annoncé du repli israélien et des élections palestiniennes vous apparaît-il comme un simple incident de calendrier ou comme un signe de difficultés plus graves?*

On peut toujours sanctifier les dates, mais lorsque qu'il est impossible de mettre en application telle mesure à tel moment, vous êtes bien obligés de les déplacer. Dans un accord d'une portée historique, qui a mis fin à 46 ans de rejet mutuel, je ne vois pas en quoi quelques semaines de retard peuvent ébranler une démarche révolutionnaire. Je pense d'ailleurs que, par moments, l'histoire s'accélère de façon incroyable dans notre région et que beaucoup de chemin a été fait avec les Palestiniens. Alors, à mon sens, il ne faut pas prendre la température de ce processus comme s'il s'agissait d'un patient à l'hôpital. Il peut y avoir de temps en temps une petite fièvre ou un rhume. Cela se soigne.

— *On sait qu'un retard a été pris dans la libération des détenus palestiniens. Ou en est-on?*

Ce dossier a été évoqué par monsieur Arafat, le 5 juillet dernier, à l'Unesco. Itzhak Rabin avait alors expliqué que comme nous vivions en Israël dans un système démocratique, c'était au chef de l'Etat de décider s'il pouvait gracier des détenus condamnés. Depuis, un certain nombre de femmes ont été libérées. Mais il faut dire aussi que, dans un certain nombre de cas, il s'agit d'affaires gravissimes où les gens sont impliqués dans des meurtres qui n'ont parfois rien à voir avec

le conflit israélo-palestinien. Que devons-nous faire dans le cas de jeunes femmes qui, pour ne pas épouser l'homme qui leur était destiné par leurs parents, sont allées jusqu'à commettre un meurtre pour se retrouver en prison en Israël et échapper ainsi à la décision parentale?

Pour les autres détenus, sur les 10 000 qu'il y avait au moment de la signature d'Oslo, il en reste 5000. C'est encore beaucoup. 50% ont déjà retrouvé le chemin de la liberté en échange de la simple promesse de soutenir le processus de paix. Les autres cas sont trop graves pour que l'on puisse songer à les libérer pour le moment, sans parler des personnes qui ont mis en danger la vie de citoyens israéliens ou palestiniens. Cette question se réglera au fur et à mesure que l'on avancera dans la paix.

*— Pour revenir à des problèmes politiques, (même si la question des détenus palestiniens est aussi un problème politique), ne pensez-vous pas qu'une mise à l'écart totale des organisations islamistes, y compris de certaines de leurs composantes plus modérées, aboutisse à une situation à "l'algérienne", ingérable pour les Palestiniens et donc dangereuse pour la paix?*

C'est une mise à l'écart qui résulte du choix délibéré des auteurs eux-mêmes: le Hamas et le Djihad islamique. Ces organisations se prononcent contre l'existence même de l'Etat d'Israël. A un moment donné, nous avons été définitivement convaincus par l'analyse qui était faite un peu partout dans le monde, en vertu de laquelle l'OLP était le représentant légitime du peuple palestinien. Nous avons donc négocié avec l'OLP en espérant qu'à travers cette reconnaissance le maximum de Palestiniens rallieraient le camp de la paix. Si, demain, Hamas acceptait de soutenir la paix, quelle différence y aurait-il entre eux et l'OLP? Notre position à leur égard n'est pas un dogme israélien. Nous savons qu'ils représentent un élément hostile à la paix, hostile aux Israéliens, hostile aux juifs puisqu'ils estiment que chaque juif à travers le monde est une cible. On ne peut pas dialoguer avec des gens qui ne veulent pas dialoguer.

*— Certes, mais entre-temps, la situation économique de Gaza qui compte 50% de chômeurs s'est dégradée, l'aide*

*met du temps à arriver et l'intégrisme fait chaque jour de nouveaux adeptes. Vous ne voyez aucune possibilité de compromis?*

Non. Il n'y a aucun rapprochement possible entre sa Majesté le roi Hassan II qui considère que les 600 000 ou 700 000 juifs installés en Israël sont ses enfants et Hassan Tourabi au Soudan qui, comme Rafsandjani en Iran, préconise la destruction de l'Etat d'Israël. Il y a bien deux mondes, l'un qui est prêt à admettre Israël et l'autre qui fait tout pour le rejeter.

Par ailleurs, nous avons le sentiment que monsieur Arafat dispose d'une majorité et qu'il est maître de la situation malgré les difficultés qu'ils rencontrent. Il se fait huer à Gaza, mais monsieur Rabin aussi se fait huer en Israël.

*— Qu'en est-il de la colonisation "larvée" autour de Jérusalem?*

Notre histoire s'enracine dans cette région. Le fait que nous ayons choisi le compromis ne gomme en rien la conscience très claire qu'a chaque Israélien de ses origines historiques qui sont même antérieures à toute présence arabe ou palestinienne dans ces territoires.

Israël a affirmé, de manière définitive, sa volonté d'exercer sa souveraineté politique sur Jérusalem. Cette volonté est inébranlable. Mais nous voulons aussi une ouverture totale dans le domaine religieux.

*— Vous avez dit à plusieurs reprises qu'Israël était une démocratie. A ce propos, j'aimerais savoir ce que vous pensez des propos du Professeur Leibowitz, à qui nous rendons hommage dans ce numéro, qui affirmait que l'occupation des Territoires avait corrompu de l'intérieur la démocratie israélienne?*

J'ai une très grande admiration pour lui. C'est un esprit profondément original et d'une puissance inouïe. Il a marqué la dernière décennie de la pensée philosophique et de la réflexion politique israélienne. Dénoncer, comme il l'a fait avec vigueur, les excès qui peuvent émaner même d'une démocratie est tout à fait justifié. Mais le fait même que le professeur Leibowitz ait pu mener aussi loin sa critique montre à quel

point l'Etat d'Israël est démocratique. Il n'a pas été le seul à ressentir les effets souvent néfastes de la conjoncture politico-militaire dans laquelle Israël se trouvait.

L'idée de l'autonomie existe depuis 1979. Monsieur Shamir, pourtant considéré par l'opinion publique internationale comme peu enclin à discuter de paix, s'est quand même rendu à Madrid voilà trois ans et a enclenché un processus d'ensemble où, pour la première fois, apparaissaient des Palestiniens, fussent-ils de l'intérieur. Tout ce qui se passe actuellement va dans le sens du discours du professeur Leibowitz. S'il faut rejeter quelques excès de langage de ce grand penseur, il y a beaucoup à apprendre de sa rigueur éthique et politique.

— *Abordons maintenant les questions économiques. D'abord pouvez-vous me préciser le contenu de l'accord jordano-israélien sur l'eau?*

Israël s'est engagé à fournir à la Jordanie, à court terme, entre 50 et 100 millions de mètres cube d'eau par an. A moyen terme, on envisage une série de mesures comme le dessalement de l'eau, l'enrichissement des nappes phréatiques, la prévention du gaspillage... pour permettre une répartition de l'eau plus équitable. Plus tard, il faudra penser à des barrages sur le Yarmouk et sur le Jourdain et une meilleure gestion de cette ressource rare. Comme l'investissement nécessaire à la construction de ces barrages sera de l'ordre de 13 milliards de dollars, il faudra que la communauté internationale consente des efforts importants pour leur mise en œuvre.

— *On parle de la lenteur de l'arrivée de l'aide internationale à Gaza et à Jéricho. Est-ce qu'elle commence maintenant à arriver?*

Elle commence à arriver mais des problèmes subsistent. La communauté internationale a été très rapide dans sa décision puisque dès le 1er octobre 1993, au lendemain de la déclaration de Washington, elle s'engageait à verser 2 milliards 500 millions de dollars pour Gaza en cinq ans. Mais encore eut-il fallu que le président Yasser Arafat puisse s'ouvrir à des méthodes que la communauté internationale lui demande



d'utiliser. Il faut que la présentation des projets soit faite dans la transparence car on ne peut pas faire de dons sans contrepartie précise. Or il se trouve que, malheureusement, Yasser Arafat, — et d'ailleurs beaucoup de Palestiniens éclairés le savent —, n'est pas encore tout à fait à même d'assurer le passage entre son rôle de chef de l'OLP et celui de chef d'une autorité gestionnaire.

Nous espérons que cela va évoluer. Et nous ne pouvons qu'encourager Yasser Arafat à se plier aux procédures internationales. Autrement, il ne se passera rien. Des fonds sont quand même arrivés pour le fonctionnement de la police, pour le transfert de certaines compétences comme la santé, l'éducation, le tourisme, ou les affaires sociales. Je crois qu'il est en train de prendre le virage nécessaire.

*— Quelle est l'aide israélienne au processus de développement des Territoires autonomes?*

Il faut d'abord rectifier quelques idées reçues. Très souvent les Palestiniens et Yasser Arafat lui même répètent que l'occupation israélienne a dévasté les infrastructures. Encore une fois, l'occupation n'a jamais que des aspects agréables, loin de là. Mais, en 1967, lorsqu'Israël a investi ces territoires, ce n'était pas la Suisse mais une situation bien pire que celle qui prévaut aujourd'hui. Israël a créé des institutions dans le domaine de l'éducation et de la santé. Depuis 1967, le nombre de salles de classe est passé de 6\_000 à 18\_000. Douze instituts d'enseignement supérieur n'existent que depuis 1974, y compris un Institut d'études islamiques. Donc, il ne faut pas condamner Israël de manière caricaturale. Et je ne dis pas que la présence militaire et civile israélienne n'a apporté que des progrès dans les Territoires. Mais il faut dire aussi que, par exemple, lorsqu'Israël a mis en chantier des projets de logements pour les habitants des camps de réfugiés, ce sont les Palestiniens qui s'y sont opposés. Ces camps ont été utilisés aussi comme des armes politiques pour montrer, aux yeux du monde, la misère des Palestiniens et je crains que ce type de discours ne prévale encore.

Monsieur Arafat ne construira pas son économie en évoquant le passif de l'occupation. Cet outil politique est inefficace aux yeux d'Israël qui ne coopérera que s'il existe des structures d'accueil et une véritable transparence.

— *Est-ce que des choses ont concrètement changé dans la vie quotidienne en Israël depuis un an et notamment dans la cohabitation avec les Palestiniens?*

Les Israéliens ne sont pas insensibles à l'admission progressive de leur pays au sein du monde arabe. Le traité de paix avec la Jordanie a été voté très largement (105 députés sur 120).

— *Il semble qu'il n'y ait pas eu un total consensus au sein même du gouvernement israélien sur l'indemnisation des colons désirant quitter les zones\_*

Pour la simple raison qu'il n'y a pas encore eu de décision prise sur ce sujet et que l'on ne peut pas anticiper les résultats d'une négociation avec les Palestiniens sur les implantations. Peut-être qu'une solution miraculeuse pourra un jour être trouvée... L'évolution que nous connaissons est d'une telle ampleur que rien n'est désormais interdit. On peut donc aussi en rêver.

— *La réponse est la même pour les colonies "idéologiques"?*

Ce sont des Israéliens de Judée-Samarie. Tous les gouvernements, depuis 1967, ont géré cette installation d'Israéliens dans ces territoires. Le moment venu, lorsque le gouvernement israélien aura pris sa décision qui découlera des négociations avec les Palestiniens, chaque Israélien habitant ces territoires devra s'y plier pour le meilleur comme le moins bon. Pour la mise en \_uvre de la paix israélo-égyptienne, certaines zones ont été évacuées. Mais je ne veux pas préjuger des résultats des négociations.

— *On a parlé d'un fonds d'indemnisation créé par des députés proches du Meretz. En avez-vous connaissance?*

Le Meretz ne représente qu'une minorité au sein du gouvernement. Je n'ai pas connaissance de ce fonds. Le gouvernement israélien ne s'est pas prononcé là-dessus parce qu'il considère que c'est un dossier qui relève des négociations concernant le statut définitif. Le moment venu, il se prononcera

et s'il faut indemniser, il le fera.

— *Madame Leïla Chahid annonçait, lors d'une intervention à la Ligue française des droits de l'homme en juin 1994, que le gouvernement français allait aider à la création d'un centre d'enseignement du droit à Bir Zeit. Ou en est-on?*

Nous accueillons favorablement ce genre de coopération et nous n'y voyons pas d'opposition..

— *Pour conclure, pensez-vous qu'Israël soit en train de s'intégrer véritablement dans le Moyen-Orient?*

Il ne suffit pas d'obtenir un règlement politique du conflit israélo-palestino-arabe. L'un des grands défis de ce processus de paix, c'est l'acceptation de l'Etat Israël sur une base d'égalité sur tous les plans: non seulement politique et économique, mais aussi intellectuel et culturel. Il y a là un travail de fond à livrer, sur une génération ou deux,

avant qu'on n'aboutisse à la reconnaissance d'une véritable légitimité d'Israël au sein du monde arabo-islamique. Au-delà de la politique, il faut "creuser le lit culturel de la paix"

— *Peut-on imaginer que l'enseignement de l'arabe en Israël et de l'hébreu en Palestine devienne obligatoire?*

L'enseignement de l'arabe est assez prospère en Israël. Je sais que dans certains pays arabes, on enseigne l'hébreu et j'ai été moi-même très impressionné par ce que j'ai vu dans une école de l'Alliance israélite au Maroc où un tiers des élèves sont des Arabes marocains qui, avec leurs camarades juifs, étudient à la fois l'arabe et l'hébreu. J'ai été sidéré lorsque j'ai vu une petite fille arabe lire un texte biblique en hébreu à la source. C'était éblouissant.

*Propos recueillis par*  
Régine Dhoquois Cohen